

LE RETOUR A LA DEMOCRATIE BOURGEOISE EST-IL POSSIBLE ?

LES conditions qui ont rendu nécessaire pour la grande bourgeoisie un Etat bonapartiste ont-elles disparues ? Les nouvelles couches moyennes d'employés moyens et supérieurs, de techniciens sont-elles suffisamment développées pour revenir aux jeux parlementaires, cela paraît fort douteux. Et de plus les concentrations industrielles, commerciales, agraires en cours vont créer une série de mécontentements, d'inquiétudes qui s'exprimeraient dans un Parlement authentique par l'apparition d'une puissante aile réactionnaire. Si donc l'on voulait rétablir la démocratie bourgeoise — ce qui évidemment serait préférable pour le mouvement ouvrier — il faudrait aller à l'encontre des désirs de la bourgeoisie. Une telle alliance de style « Front Populaire » ne serait concevable que s'il existait une très grande poussée des masses. Devant un tel mouvement, comme dernier recours, la grande banque pourrait appuyer un gouvernement où se trouveraient par exemple M.R.P., S.F.I.O. avec la participation ou l'appui du P.C.F.

Il faut aussi ajouter à l'intention des tenants de la « démocratie renouvelée » ou « véritable » qu'on ne met pas en bas un régime bonapartiste comme un quelconque ministère de la III^e. Ce qui fait que le 1^{er} juin 1958 a été une défaite est aussi qu'avec la mise en place de de Gaulle les mouvements de masse doivent être autrement puissants pour obtenir satisfaction. Autrefois les diverses forces parlementaires devaient composer. Un mouvement gréviste ou des manifestations politiques de quelque ampleur avaient des répercussions à la Chambre; un succès, même limité, permettait d'élargir le mouvement. Les hauts fonctionnaires civils et militaires n'étaient pas enclins à s'engager rapidement dans la répression, préservant leur avenir. Et non seulement les mouvements politiques sont plus difficiles à élargir et développer mais surtout pour changer ce gouvernement doivent culminer en une véritable insurrection. Hormis le cas où la bourgeoisie aurait besoin d'une autre politique, voire d'un autre bonaparte, elle ne cédera que contrainte et forcée. Mais si le prolétariat et ses alliés peuvent chasser l'homme du capital, qui les empêcherait dès lors d'installer non quelque Mendès-France au pouvoir, mais leur propre gouvernement ?



... sous le III^e Empire

LE FASCISME, DANGER IMMEDIAT

NOUS avons insisté en différents endroits de cet article sur l'utilité politique et répressive du fascisme pour le grand capitalisme dans le cadre d'un régime bonapartiste.

Nous avons aussi tenté de montrer qu'une dizaine de milliers d'O.A.S. irréductibles peuvent constituer le fer de lance d'un véritable mouvement fasciste. Et de plus nous avons ainsi noté que la politique de concentration créerait certaines possibilités pour le fascisme dans les couches moyennes en France.

Dès les mois prochains, le fascisme va constituer une menace pour le mouvement ouvrier français. Certes, actuellement il ne semble pas être de l'intérêt du capitalisme de donner le pouvoir à ces cliques. Mais les conditions de l'Etat fasciste peuvent se trouver réunies plus rapidement qu'on ne le pense. Car une crise politique profonde peut surgir non seulement d'une crise économique mais aussi des coups de la révolution coloniale, d'une stagnation économique. *Il ne faut pas laisser au grand capital la possibilité de choisir le fascisme.*

Et c'est dès maintenant que la lutte doit être entreprise, d'autant plus vite que le mouvement ouvrier français est englué dans le légalisme, le pacifisme.

La lutte contre le fascisme et son cousin germain, le bonapartisme, exige un programme dynamique (1) donnant une réponse correcte à la question du pouvoir. Elle réclame également la mobilisation, l'organisation pratique, de larges couches de travailleurs.

Ce qui est devant nous, ce n'est pas l'âge d'or du prolétariat pour le socialisme.

Notre prochain numéro accordera une large place à cette question du programme.

LE PROCÈS DU RÉGIME

Le verdict du procès Salan prononcé, bien des Français se sont réveillés en découvrant le régime du 13 mai dans sa vérité toute nue. Salan est à un tel point couvert de crimes qu'il est évident pour tout le monde qu'il méritait dix fois la mort. Cependant le régime ne pouvait que lui faire un procès truqué. Honnête, le procès aurait été celui du régime. Truqué, mais raté, il révèle peut-être encore plus crûment la nature du gaullisme. En effet, Salan et ses défenseurs avaient raison de vouloir prendre les choses par le commencement. Ce procès aurait dû être d'abord celui des « sales » guerres coloniales dont la veuve de Lattre est venue faire l'éloge en même temps que celui du bon condottière Salan; celui des « oradours » algériens et de la torture qui ne sont ni plus ni moins des crimes hier qu'aujourd'hui et auxquels l'aumônier des assassins, le sinistre tartuffe Delarue, est venu apporter la confirmation de sa bénédiction; le procès aussi du droit au coup de force militaire que les juges de De Gaulle ne refusent que lorsque le putsch échoue et qu'ils n'en sont pas les profiteurs; le procès enfin du meurtre comme moyen d'action politique ordinaire que Tixier-Vignancour avait beau jeu de retourner contre le pouvoir et dont Debré ne pouvait se sortir que du droit du plus fort. Que de circonstances atténuantes !

Seul un tribunal populaire aurait pu faire ce procès, pas des colonialistes qui, logiquement, doivent approuver au fond d'eux-mêmes ceux qu'ils jugent et leurs avocats, gens de bonne conscience quand ils considèrent de Gaulle comme un traître puisque c'est lui qui les a poussés dans

la voie de l'Algérie française en se faisant appeler par eux pour faire leur politique. Et que de Gaulle ait voulu, dès le début, les duper en liquidant l'affaire algérienne, ne fait qu'aggraver les choses de leur point de vue.

Non, Salan, bandit impérialiste malheureux, ne pouvait pas être jugé par ses pairs plus habiles ou plus intelligents. De tels hommes ne pouvaient que « faire un exemple », offrir une victime expiatoire; c'est ce que de Gaulle leur demandait assure-t-on. Paradoxalement, un des plus répugnants assassins jugé depuis les nazis, était menacé d'être condamné, non pour ses forfaits, mais au nom de la raison d'Etat.

Mais le mécanisme s'est grippé. Les serviteurs du Bonaparte ne sont pas assurés de ses lendemains. Ils ont mis Salan et leur propre avenir en sécurité. Le plus haut responsable épargné, ses subordonnés ne peuvent plus être tués sans que le règne de l'arbitre n'apparaisse celui de l'arbitraire. On ne triche pas avec l'Histoire : la légitimité de la V^e République s'est jugée par l'acquiescement « à terme » de son maître d'œuvre Salan.

L'O.A.S. a fêté comme il se doit ce succès, en tant que gage de ses victoires futures. Pendant ce temps de Gaulle a cherché à corriger une clémence qui le condamne, par une sévérité qui, venant trop tard, ne fait que l'enfoncer davantage en soulignant la loi du « suivant que vous serez puissant ou misérable... ». Dovecar et Piegts ont été fusillés. Trois tueurs d'Alger ont été condamnés à mort, au lieu des deux ou trois ans de prison habituels. Mais Jouhaud traîne très habilement

sa propre tête en donnant l'ordre d'arrêter le massacre (tout en affirmant que les massacrés ne sont pas ses hommes !). Salan ne contresigne pas cet ordre. (Pourquoi le ferait-il ?) L'Etat permet à ses grands criminels de diriger leur organisation de leur cellule et de correspondre entre eux sur les meilleures décisions à prendre.

Un aspect franchement drôle de cette farce noire c'est l'indignation et le désespoir des demi-gaullistes, quarts de gaulliste et huitièmes de gaulliste : ils comptent tellement sur de Gaulle pour liquider l'O.A.S.; puis, sur ce terrain bien propre, attendre les funérailles nationales du chef de l'Etat pour passer à la rénovation de la démocratie, par les voies les plus pacifiques.

Ce procès et ses suites flanquent tout par terre. L'O.A.S. qui achève de s'effondrer (mais toujours dans beaucoup de sang) en Algérie, n'a plus qu'à changer de peau et à devenir un quelconque parti patriote français pour que la réconciliation nationale se fasse. Nos seize millions de gaullistes tremblent de voir que le choix sera celui dont ils ne veulent à aucun prix : fascisme ou socialisme. Les fascistes ont perdu fort peu d'hommes, la caste militaire ne va plus avoir le crève-cœur : de devoir choisir entre eux et l'Etat. Quelle force peut s'opposer à eux tous ?

Heureux procès que le procès Salan : il a dissipé quelques équivoques, la bourgeoisie y a manifesté sa profonde solidarité de classe. Il fera s'ouvrir des yeux sur la nécessité d'en finir avec les jeux parlementaristes et d'engager la lutte classe contre classe.

M. DERVAL.

« ARMER LE PROLÉTARIAT DU DÉSIR DE S'ARMER »

La première arme contre le fascisme et le gaullisme, la plus dangereuse finalement, c'est la pensée révolutionnaire. Comprendre ce qui anime les forces ennemies est indispensable au militant. Savoir transformer cette compréhension en un programme partant des illusions dont est imprégnée la classe ouvrière, pour porter celle-ci au plus haut niveau de conscience et de combativité est également indispensable. Le fascisme, non sous la forme de rares et petits groupes clandestins mais comme mouvement de masse réclame la riposte d'une classe ouvrière tout entière levée. Car l'expérience fut faite souvent de ces groupes d'auto-défense de tels ou tels partis fourbissant leurs armes dans leurs permanences et incapables de s'opposer aux sections d'assaut fascistes dans la rue. Cette conception d'une défense statique et reposant seulement sur une avant-garde restreinte est la conséquence d'une politique erronée. Politique associant l'opportunisme de visées limitées à la défense de la démocratie bourgeoise, au sectarisme, à la méfiance à l'encontre d'un prolétariat que les directions ne veulent pas voir les déborder et effrayer de possibles alliés bourgeois. La défaite a été le résultat, à chaque fois, de ce soi-disant réalisme.

Pour de grands combats, il faut de grands objectifs pour vaincre le fascisme et le bonapartisme il faut ouvrir clairement la perspective d'un gouvernement des travailleurs.

Le fascisme est aujourd'hui sans visage, ses parties constituantes éparées et le gaullisme se suffit du paternalisme avec les corrections pédagogiques qu'il implique.

Il est fort à craindre que d'un mouvement parallèle le fascisme ne cristallise ses forces et le gaullisme cherche remède à son instabilité, aux coups directs et indirects de la révolution dans une répression ouverte.

Aussi aucun militant persuadé de ces idées ne peut se limiter à l'attentisme.

Le mouvement ouvrier ne devrait pas tolérer de voir sa force, son développement limités par les « bidules » des brigades spéciales. Il ne devrait tolérer aucun début de cristallisation du mouvement fasciste. Le pouvoir gaulliste ne supprimera pas les journaux para-fascistes tels « Aspect de la France », « Carrefour » et autres « Rivarol ». Il ne dissolva pas les organisations d'élection du fascisme comme ces associations d'anciens combattants des guerres coloniales, de rapatriés de toutes les Algéries. Il n'interdira pas leurs assemblées.

Les directions ouvrières se devraient de mobiliser les forces de la classe pour une lutte directe pour réaliser ces mesures avec elles et non dissoudre les volontés de lutte par des appels au pouvoir bourgeois sans aucuns effets réels.

Si nous parlons de plus de la riposte

te énergique nécessaire devant toute attaque d'Algériens ou de Français nous ne ferons que renforcer le cœur des dirigeants réformistes de tout poil déclarant que « La violence doit être laissée à nos adversaires » « qu'il ne faut pas effrayer le peuple ». Ces positions éculées sont fort léniennes mais léninistes certes pas. Et non seulement Marx, Lénine, Trotsky ont de multiples fois répondu à ces sornettes petites bourgeoises, mais les faits aussi, malheureusement, en Allemagne, en Espagne par exemple.

Mais les militants révolutionnaires ne peuvent se satisfaire d'une critique désabusée. Une action est dès maintenant possible et nécessaire à quelques conditions : — être adaptée aux forces disponibles pour être victorieuse et ainsi renforcer et non disperser nos rangs ; — pouvoir servir d'exemple à d'autres.

Ainsi en est-il du F.U.A., rue Blanche ou à Saint-Lazare, des militants du 14^e à l'Eglise d'Alésia (1).

Nous sommes persuadés que ces tâches exigeant des structures et une formation particulières, vont s'imposer de plus en plus largement. Encore bien des aspects politiques resteront sans doute peu évidents pour certains, c'est dans l'action elle-même que ces points se clarifieront.

(1) Nous avons eu l'occasion de citer ces actions dans de précédents numéros de la « Vérité des Travailleurs ».

Est-il vrai que la petite bourgeoisie craint la révolution ?

par Léon TROTSKY

La lutte jusqu'au bout. Et s'il en est ainsi, est-ce la peine de remplacer le radicalisme par ses confrères parlementaires de gauche ? Sans la compréhension de cette psychologie des paysans, des artisans, des employés, des petits fonctionnaires, etc. — psychologie qui découle de la crise sociale — il est impossible d'élaborer une politique juste.

La petite bourgeoisie est économiquement dépendante et politiquement morcelée. C'est pourquoi elle ne peut avoir une politique propre. Elle a besoin d'un « chef », qui lui inspire confiance. Ce chef individuel ou collectif, c'est-à-dire un personnage ou un parti, peut lui être donné par l'une ou l'autre des classes fondamentales, soit par la grande bourgeoisie, soit par le prolétariat. Le fascisme unit et arme les masses disséminées ; d'une « poussière humaine » — selon notre expression — il fait des détachements de combat. Il donne ainsi à la petite bourgeoisie l'illusion d'être une force indépendante. Elle commence à s'imaginer qu'elle commandera réellement à l'Etat. Rien d'étonnant à ce que ces espoirs et ces illusions lui montent à la tête.

Mais la petite bourgeoisie peut trouver aussi un chef dans la personne du prolétariat. Elle l'a montré en Russie, partiellement en Espagne. Elle y tendit en Italie, en Allemagne et en Autriche. Mais les parties du prolétariat ne s'y montrèrent pas à la hauteur de leur tâche historique. Pour amener à lui la petite bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Et, pour cela, il doit avoir lui-même confiance en sa force. Il lui faut avoir un clair programme d'action et être prêt à lutter pour le pouvoir par tous les moyens possibles. Soudé par son parti révolutionnaire pour une lutte décisive et impitoyable, le prolétariat dit aux paysans et aux petites gens des villes : « Je lutte pour le pouvoir ; voici mon programme ; je suis prêt à m'entendre avec vous pour des changements dans ce programme ; je n'emploierai la force que contre le grand capital et ses laquais ; mais avec vous, travailleurs, je veux conclure une alliance sur la base d'un programme donné ». Un tel langage, le paysan le comprendra. Il faut seulement qu'il ait confiance dans la capacité du prolétariat de s'emparer du pouvoir.

(*) Extrait de « Où va la France ».